REVUE DE PRESSE



La COI dans les médias entre
Le 14 et le 23 juillet 2014

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Tourisme et intégration régionale.....2
Biodiversité et environnement.....4
Sommet des chefs d'état et de gouvernement aux Comores.....10

Retrouvez les retombées média (presse écrite, presse en ligne, radio et télévision) parus cette semaine dans la presse régionale et internationale. Les propos tenus dans ces documents n'engagent que leurs auteurs. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.



clicanoo.re
Le Journal de l'île de la Réunion

ECONOMIE

Jean-Claude de l'Estrac défendra Air océan Indien au sommet de la COI

- 1
- Clicanoo.re
- publié le 17 juillet 2014
- 02h30

COMORES Depuis qu'il s'est assis dans le fauteuil de secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean-Claude de l'Estrac a fait de la réorganisation de la desserte aérienne l'un de ses principaux chevaux de bataille. Il a bien l'intention de l'inviter au sommet de la COI à Moroni, aux Comores, le 26 juillet prochain. En mai 2013, au (...)

Cet article fait partie de notre Édition abonnés, vous pouvez le consulter sur et dans l'édition du jour

http://www.clicanoo.re/429671-jean-claude-de-l-estrac-defendra-air-ocean-indien-au-sommet-de-la-coi.html

Cyrille Hamilcaro: Lettre ouverte au Président de la République

Lettre ouverte de l'ancien maire de Saint-Louis, Cyrille Hamilcaro, avant la venue de François Hollande à la Réunion:

Vous venez rendre visite aux Réunionnaises et Réunionnais qui ont été très nombreux, à presque 2/3 des électeurs, à vous faire confiance en 2012. Je ne suis pas de ceux-là et donc je n'ai pas, contrairement à beaucoup, à vivre en schizophrènes de par leur choix d'hier et la pression des citoyens aujourd'hui. C'est donc avec encore un brin d'idéalisme que je pense que vous prendrez en compte les remarques et propositions d'un simple citoyen.

D'abord M. le Président, bannissez de votre esprit, donc de vos interventions, ces notes et fiches que vont vous écrire complaisamment les différents services de l'Etat, ainsi que des murmures de cette multitude de courtisans. Depuis trente ans, ils disent les mêmes poncifs aux gouvernements successifs et n'innovent en rien.

Ensuite, osez la rupture avec la langue de bois technocratique en prenant des décisions iconoclastes et réformistes :

- indiquez clairement le choix du Gouvernement en matière d'infrastructures aéroportuaires : deux aéroports avec dessertes régionales et moyens courriers pour Pierrefonds et long courrier international pour Roland Garros; ou un seul aéroport civil international à Roland Garros et une base aérienne et de protection civile à Pierrefonds conforté par le transfert de la base navale du Port vers le sud afin de donner une possibilité d'extension du port de l'Ouest

- indiquez solennellement que dans le cadre de la Réforme territoriale, l'Ocean Indien sera dotée d'une Grande Région englobant La Réunion, Mayotte et les Terres Australes et Antarctiques Françaises, lui permettant d'avoir une compétitivité réelle grâce à l'économie de la mer. Ne tombez pas dans la facilité de deux assemblées uniques ou d'un statu quo ringard et sclérosant

- indiquez audacieusement que les emplois aidés seront unifiés, avec une participation unique de l'Etat à hauteur de 85 à 95%, seront ouverts au privé et au para-public (hors collectivités locales déjà mal en point) et seront d'une durée non modulables de 3 ans pour toutes les catégories de chômeurs; et que ces emplois aidés seront gérés par Pole emploi pour les associations et structures d'économie sociale ou de service, par les Chambres consulaires pour le privé selon la catégorie des entreprises

- indiquez économiquement que l'Etat "légalisera" le travail au noir contre retenue d'un mois du RSA au titre de cotisations sociales diverses; et en lien direct avec ce que vient d'écrire les inspecteurs des finances, la fin des professions réglementées et des réglementations bloquantes qui empêchent le talentueux coiffeur ou l'amoureux de l'agriculture de s'installer s'il n'a son Brevet de maîtrise ou son BTA par exemple

- indiquez révolutionnairement que La Réunion doit devenir un paradis fiscal "propre" pour les entreprises industrielles et artisanes de production et de transformation des produits locaux

Enfin, cassez les codes de convenance en prônant une libre circulation des biens et des personnes entre les pays de la Commission de l'Ocean Indien qui doit se transformer en Federation économique francophone, avec restriction des aides sociales françaises aux ressortissants des pays membres.

Monsieur le Président, ouvrez grandes les portes de l'espoir dans notre pays en posant des cadres stables : il nous appartiendra ensuite, à nous réunionnais forts de notre identité dans la Nation, de remplir les cases qui permettront notre développement économique, social et sociétal.

Bien à vous M. le Président de la République

Cyrille Hamilcaro
Ancien Maire
Ancien Vice Président du Conseil Général
Ancien Conseiller Général"

Mercredi 16 Juillet 2014 - 10:34

http://www.zinfos974.com/Cyrille-Hamilcaro-Lettre-ouverte-au-President-de-la-Republique_a73911.html

Les Seychelles ouvrent un centre de biodiversité qui rapproche les gens de la nature

Grand Anse | July 17, 2014, Thursday @ 23:11 in En français » ENVIRONNEMENT | By: John Lablache et Rassin Vannier | Views: 186

Une chose qui frappe les touristes en arrivant par avion au dessus de Mahé, c'est la foret verdoyant qu'il y a sur toute l'étendu de l'île.
Mais les plantes **endémiques** qui sont plus fragiles, et en dangers ont tendance à disparaître pres des côtes et ne sont visibles qu'en montagne loin des développements.
En 1998 les autorités seychelloises ont décide de construire une centre de **biodiversité** à Barbarons, sur la côte ouest de Mahé, l'île principale, ont débuté 1998.
L'idée de la création de ce nouveau jardin, c'est de préserver la diversité de plantes des Seychelles qui sont rares et menacées .

Ce matin le ministre de l'environnement et de l'énergie Rolf Payet a officiellement ouvert le centre de **biodiversité** en appelant à la préservation des plantes **endémiques** des Seychelles
Il a noté que la plupart des plantes se trouvent dans des zones montagneuses difficiles d'accès.
«Ce centre de **biodiversité** a donc permis de rapprocher les plantes rares des Seychelles plus proches d'un large public et de permettre aux gens de profiter de la nature" a dit Payet.
Dans ce centre de **biodiversité**, il y a un coin réservé aux palmes.
La forêt de Palmes possédée plusieurs espèces rares, en comptant le **coco de Mer** qui pousse naturellement qu'aux Seychelles et dont la graine peut peser jusqu'à 20 kg, ce qui en fait la plus grosse graine au monde .
Il y a aussi le "latanier à feuilles", dont les feuilles ont été largement utilisées pour couvrir les maisons, avant que cette pratique ne se disparaisse due à l'arrivée des tôles pour couvrir les maisons.
Un autre palmier intéressant c'est le "palmiste", mieux connu sous le nom de "Salade du Millionaire" le cœur du palmier est utilisé comme salade .
La grande majorité des plantes ,qui se trouvent dans ce jardin, a été introduite en faisant pousser des graines, qui ensuite ont été introduites au centre de **biodiversité** dans un habitat naturel, par voie de semences ou de plants.
Parmi eux il y a « le Bois de Nat" qui était considéré comme bois précieux et utilisé pour la fabrication de meubles ainsi que des bateaux.
Il y a aussi le "Bois Sagay" qui est censé avoir des pouvoirs surnaturels. Les branches servaient de balai pour repousser les mauvais esprits.
Parmi les autres arbres rares que l'on peut trouver dans le centre de **biodiversité**, il y a les " Bois mare " dont le bois était si fort qu'il a été utilisé pour faire des rames de bateaux.
Le centre de la **biodiversité** est aussi un jardin de plantes médicinales, où l'herboriste Jamie Dogley a montré aux visiteurs le "bois Tortue" ou Morinda, une petite plante à feuilles persistantes dont les fruits mûrs sont utilisés comme un antidote préventif contre le cancer.
Un autre arbre, "Bois joli cœur" est utilisé en infusion pour soigner la toux, les douleurs abdominales, et la fièvre.

Dans ce jardin, il y a un coin réservé aux personnalités qui ont visité les Seychelles, en plantant un arbre endémique.
Le premier plan de **Coco de Mer** a été planté en juin 2012, par le président James Michel, suivi des chefs d'État ou de gouvernement de l'Île Maurice, l'Afrique du Sud, du Sri Lanka et le Cap Vert.
Il est également envisagé de planter de plantes **endémiques** des pays membres de la Commission de l'Océan Indien (COI), c'est-à-dire les Seychelles, Maurice, Madagascar, les Comores et la Réunion, comme une mesure de précaution si un malheur arriverait dans leurs habitats naturels.
Le Centre de **biodiversité** possède également sa propre pépinière destinée à produire des plantes et de fleurs pour la vente au public.
Le secrétaire général de l'environnement lors de la construction de ce centre, Maurice Lousteau-Lalanne a déclaré que ce jardin devrait attirer en moyenne 45.000 visiteurs par an.
L'entrée sera payante à 8$ par personne.
D'après Lalanne, il s'agit du double de visiteurs qui se rendent au jardin botanique à Mont Fleuri, à 1 km de Victoria.
"Nous pensons que ce chiffre est réalisable, car ce centre à Barbarons a un énorme potentiel, car c'est ce genre d'endroit où le visiteur peut passer une journée entière, et pas seulement une heure ou deux "a dit Lalanne.
Dans les plans, il est aussi prévu un restaurant, un coin pour les enfants et kiosque à souvenir.
Le coût total du projet est estimé à plus de 4 millions de dollars.

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/990/Les+Seychelles+ouvrent+un+centre+de+biodiversit+qui++rapproche+les+gens+de+la+nature

Seychelles NATION

Up Close … with Sandra Sinon, agricultural research assistant and chairperson of Femme Développement Durable et Securité Alimentaire Seychelles (FDDSAS)

15-July-2014

‘Encouraging women’s effort in preserving locally made food products is our priority’

By Marie-Anne Lepathy



She has always loved gardening, doing it at home when she was still at school, but practicing it as a profession was not her first choice; she had preferred to work in the soil laboratory testing samples related to agricultural development instead.

Today Sandra Sinon is an agricultural research assistant, working for the Seychelles Agricultural Agency (SAA). She has been in the field for 15 years now and for the past 11 years, she is based at the Anse Boileau Research Station.

Her work includes carrying out crop research in terms of nutrients, pests, diseases, and water management and also adaptability potential of different crops.
For the past three years, she has been more involved in the eggplant shoot and fruit borer pest management using bio pesticide, nutrient management in leafy crops (using only organic fertilisers), adaptability potential of root crop on Praslin and sustainability of agro ecological practices.

“I always wanted to do something that did not involve staying in the office all day long hence when the lab was not running to full capacity in 2003, I made a request to be transferred to the Research Station which has more field work and more challenges and I have never regretted my decision,” Sandra says.

Earlier this year Sandra was elected chairperson of the local platform of the Femme Développement Durable et Sécurite Alimentaire Seychelles (FDDSAS) or Women Sustainable Development and Food Security.

“The main aim of such a platform is to give value to the effort of all women, contributing towards sustainable development and food security,” Sandra points out.

She stresses that encouraging women’s effort in preserving locally made food products is the priority of the platform.

She notes that in Seychelles, many women are doing something to add value to fruit, vegetables and root crops; preserving harvests in the form of jam, pickles or chips. But these women are not necessarily doing it for money and exploring the potentials of these activities as fully fledge businesses. Some women just make those preserves for home use or to share with friends and neighbours while a few of them may bring the products to the local fairs such as Bazar Labrin, Bazar Victoria, Bazar Ovan or to the Creole Festival activities.

Sandra goes on to remark that more and more homes have fruit trees in their backyards these days and during the fruit seasons when the fruits are in abundance a large number goes to waste, since the home owners do not have the know-how or time to preserve them.

“The platform will encourage indigenous knowledge sharing on value addition by getting the women who know how to preserve, to come forward and share their knowledge with others, school children among them,” Sandra explains.

She said the platform will also create a network to allow those with skills and know-how to access those who can supply the excess fruit, hence both will be able to derive an income from the fruit.

“The main outcome of such an initiative is to safeguard indigenous knowledge of food preservation and value addition, create employment opportunities, generate income for households, increase the supply of locally made food products thus contributing towards food security,” Sandra explains.

Affiliation with Indian Ocean Commission (IOC) projects

Prior to her involvement with the FDDSAS Sandra, back in 2011, took part in the Initiative Régionale Agroécologie Changement Climatique (IRACC) project of the Indian Ocean Commission, which included identifying and promoting agro-ecological practices in countries of the IOC region. It was through the project – of which she is the local communication correspondent – that she was nominated along with two other women to attend a meeting in December 2011 in Madagascar.
The aim was to discuss propositions to set up a platform for women engaged in sustainable development and food security in each member state and eventually a regional platform for the region.

“At the end of the meeting it was agreed that national and regional platforms Femme Développement Durable et Sécurité Alimentaire be established before 2015 and each participant had to go back and educate woman on the aim of such a platform,” Sandra explains.

“This has taken time since it was a new initiative and we all have other commitments,” Sandra says. But eventually each country managed to set up its platform.

Sandra recalls she rallied a number of women with keen interest in the project and with help from the IOC they drafted their constitution and elected their first committee with her as the chairperson.

“I believe the women appreciated the fact that I had managed to bring together women either individually or from different associations and since I was the one involved from the start, they agreed I was well placed to lead the platform with their support,” Sandra points out.

Members of the platform are individual women, who on their own or through their association are in one way or another contributing towards sustainable development and food security in the Seychelles.

“At present, we have women who are actively involved on an individual basis, or through their organisation or association such as Sustainability for Seychelles, Envirotech, Val d’Andorre Farmers’ Association, WASO, Life and Water Seychelles, Ministry of Environment, Seychelles Agricultural Agency, teachers, Wildlife Club of Seychelles, and a member of the National Assembly,” notes Sandra.

Sandra believes with her background in agriculture, more specifically through her training in conservation agriculture, agro-ecology, which stress on sustainable agriculture, she will be able to contribute her knowledge and skills to help enhance the individual effort of the women members of the platform.

Sandra’s sincere hope is that the platform achieves its aim in helping all women, however small the contribution they are making towards food security to better their lives by giving more value to their products thus increasing their incomes.

More about Sandra – family and leisure time

Originally an inhabitant of Morne Blanc, Sandra attended primary to secondary 2 at Port Glaud school and completed S3 and S4 at Grand Anse Mahé. She went to the National Youth Service in 1995, where she was awarded for the best overall contributor to village life for girls.

“I continued my education at the Seychelles Polytechnic between1996 -1998 at the School of Foundation Studies for my ‘O’ levels and the School of Humanities and Sciences for my ‘A’ levels,” Sandra recalls.

For the past 12 years, since she got married, the 36-year-old mother of three is living at Anse Aux Pins.

In spite of her more busy family life with young children Sandra still makes time for some home gardening. But she admits that the wellbeing of her family and education of her children are her priority.

Her spare time is mostly spent with her children, taking them to places especially the beach.

“But I also like to keep up to date with news and mostly programmes related to agriculture either on television or radio,” says Sandra.

She adds that networking online with other people in her field of work is something she enjoys. She takes part in online discussions on relevant topics and also keeps in touch with friends through Facebook.

Overall Sandra says she is happy with her life though she admits there are areas she would like to improve.

“With my growing family, I definitely need another house and would like to move to the district where I grew up since there is ample space for home gardening there and it has a more children friendly environment,” Sandra says pensively.

“As for my job, I am satisfied, since it is something I enjoy doing. I feel content when I succeed in building trust with farmers and other stakeholders and manage to come up with solutions for their problems. It is not always easy, but I enjoy the challenge,” she admits.



Sandra in her element



LE FIGARO

Ces îlots français du bout du monde convoités pour leur pétrole

- HOME ECONOMIE CONJONCTURE
    - Par Charles Gautier
    - Publié le 19/07/2014 à 08:00

Le sous-sol des îles Éparses, dans le canal du Mozambique, regorgerait d'hydrocarbures.

Juan de Nova, les Glorieuses, Europa, Bassas de India… ces poussières d'empire français «oubliées» dans l'océan Indien, répertoriées sous le nom d'îles Éparses, attirent les convoitises d'États riverains du canal du Mozambique. Cet attrait ne se justifie pas seulement pour leurs eaux très poissonneuses, mais surtout parce que le sous-sol de ces îlots regorgerait d'hydrocarbures.
L'enjeu est de taille: concrètement, les eaux territoriales françaises représentent plus de la moitié de la superficie du canal du Mozambique. Et plusieurs études ont évalué ses réserves, entre 6 à 12 milliards de barils de **pétrole** et de 3 à 5 milliards de m³ de gaz.

Un rapport datant de 2010 de l'United States Geological Survey a même qualifié le canal du Mozambique de «prochaine mer du Nord en puissance». Il n'en faut pas moins pour justifier les revendications d'États qui, de surcroît, contestent le bien-fondé des recherches pétrolières françaises en cours dans plusieurs zones de la région. «L'intérêt pour la France est de savoir s'il existe des gisements entre 1500 et 2000 m de profondeur qui pourraient donner lieu à une exploitation», explique Pascal Bolot, préfet des Terres australes et antarctiques françaises, qui ajoute: nous sommes légitimes dans ces îles.»

Le président malgache Hery Rajaonarimampianina ne l'entend pas ainsi. Dans la Grande Île, personne ne digère que ces îlots au si fort potentiel aient été détachés de **Madagascar**, avant son indépendance en 1960. Le débat n'est pas clos: les présidents français et malgache se retrouveront le 26 juillet, lors de la prochaine réunion de la Commission de l'océan Indien.

http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2014/07/19/20002-20140719ARTFIG00021-ces-ilots-francais-du-bout-du-monde-convoites-pour-leur-petrole.php

Sommet de la Commission de l'océan Indien aux Comores

Le IVe sommet de la Coi prévu aux Comores le 26 juillet - Le IVe sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (Coi) est prévu à Moroni, aux Comores, le 26 juillet prochain, a appris la PANA auprès de la Coi à Ebène, Île Maurice.

Le secrétaire général de la Coi, Jean-Claude de L'Estrac, a dit que ce sommet, qui constitue un temps fort du dialogue politique pour la région, sera présidé par le président malgache, Hery Rajaonarimampianina.

Madagascar assume actuellement la présidence du Conseil de la Commission de l'océan Indien.

Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement dont le président français, François Hollande, celui des Seychelles, James Michel, ainsi que le Premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam, participeront aux travaux du Sommet.

Le thème retenu est « Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble». «C'est l'esprit de coopération régionale et l'ambition portée par la Commission de l'océan Indien et ses pays membres qui irrigueront les débats des chefs d'Etat et de gouvernement», a déclaré M. de L'Estrac.

Selon lui, ce IVe sommet sera l'occasion de prendre la mesure de la montée en puissance de cette organisation régionale autant que de donner l'impulsion politique et stratégique nécessaire à son rôle dans la construction d'une Indianocéanie toujours plus solidaire et de croissance durable.

Outre les délégations des pays membres conduites par les chefs d'Etat et de gouvernement, le IVe sommet de la Commission de l'océan Indien verra la participation des hauts représentants des partenaires au développement, des organisations régionales de l'Afrique orientale et australe ainsi que des pays de l'océan Indien.

Le sommet sera précédé par un Comité des Officiers permanents de liaison de la Coi et un Conseil des ministres extraordinaire, respectivement les 23 et 24 juillet 2014 à Moroni.

Pana 18/07/2014

LesEchos.fr

Outre-mer, une terre d’entrepreneurs !

VALÉRIE TALMON | 18/07 | 08:00

Si la création d’entreprise se porte bien en France métropolitaine, qu’en est-il pour l’Outre-mer ? Dossier spécial sur les spécificités de ces créateurs des DOM-TOM, sur un réseau qui les soutient, et portrait d’une jeune créatrice qui innove à la Réunion.

François Hollande effectuera son premier déplacement officiel dans l'océan Indien du 25 au 27 juillet, à l'occasion du sommet de la Commission de l'Océan Indien aux Comores. Il en profitera pour faire un stop sur l'île de la Réunion et Mayotte. L'occasion de donner un coup de projecteur à ces territoires.

En savoir plus sur.

http://business.lesechos.fr/entrepreneurs/aides-reseaux/dossiers/outre-mer-dom-tom-entrepreneurs/outre-mer-une-terre-d-entrepreneurs-101625.php?qyBF2sbiIlqLFXUp.99

L'ALSACE.fr

ÎLES ÉPARSES/OCÉAN INDIEN

La France et Madagascar se disputent 43,2 km2 paradisiaques

le 18/07/2014 à 08:50AFP

Les îles Eparses, ces grains de corail dans l'océan Indien administrés par la France, riches en poissons et hydrocarbures, attisent des revendications territoriales de la part des pays voisins, Madagascar en tête.

Les Glorieuses, Juan de Nova, Bassas da India et Europa s'égrènent de l'extrême nord du canal du Mozambique jusqu'au sud, certaines à moins de 150 km des côtes malgaches. Tromelin est la seule à l'est de Madagascar.

De leurs 43,2 km2 de terres découle une zone économique exclusive (ZEE) de 636.000 km2, soit une bonne moitié de ce canal qui est aussi une route maritime importante.

Plusieurs études scientifiques estiment de 6 à 12 milliards de barils de pétrole et de 3 à 5 milliards de m3 de gaz les réserves au large du Mozambique. Le canal du Mozambique serait "une prochaine mer du Nord en puissance", selon un rapport de l'United States geological Survey (USGS) de 2010. Des campagnes de prospection sismiques sont en cours dans les blocs de Madagascar, du Mozambique, et dans la ZEE de Juan de Nova où relevés et carottages sont en cours d'évaluation. Des demandes sont en cours d'instruction pour la ZEE d'Europa.

Les périmètres de ces ZEE ont été déposés "selon les règles internationales", assure-t-on côté français, mais ils sont contestés côté malgache. "L'intérêt pour la France est de savoir s'il existe des gisements entre 1 500 et 2 000 m de profondeur qui pourraient donner lieu à une exploitation. Le Mozambique est déjà passé à la vitesse supérieure, en phase d'exploitation dans les blocs à proximité de ses côtes", explique Pascal Bolot, préfet des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), collectivité française qui gère depuis 2007 les îles Eparses, devenu son 5e district. "Le fait que l'on puisse y découvrir des ressources, c'est un point positif mais qui ne change pas la position de la France: nous sommes légitimes dans ces îles", souligne M. Bolot. "La souveraineté française sur ces îles est une question réglée", abonde le Quai d'Orsay.

C'est justement ce que conteste Madagascar depuis 1973. L'ancienne colonie française, indépendante depuis le 26 juin 1960, n'a pas digéré que le général de Gaulle ait signé un décret quelques semaines avant - le 1er avril - pour les détacher de la Grande île et les rattacher au ministère des DOM-TOM. "C'est une violation du principe de respect de l'intégrité d'un territoire au moment de son accession à l'indépendance", fait valoir lors d'un colloque fin avril Harimanana Raniriharinosy, maitre de conférence en droit international à l'université d'Antananarivo.

Il s'appuie notamment sur deux résolutions de l'ONU de 1979 et 1980 "invitant" la France à ouvrir "sans tarder" des négociations pour une "réintégration" de ces îles "séparées arbitrairement de Madagascar". Ce sujet a violemment refait surface fin 2013 lors de la campagne pour l'élection présidentielle malgache, sur fond de résurgence du nationalisme. Une fois élu, le président Hery Rajaonarimampianina a infléchi son discours ne parlant plus de "revendications" mais de "négociations".

Au Quai d'Orsay, on fait valoir que "les différends sont gelés et que l'enceinte des discussions, c'est la Commission de l'Océan indien (COI)". Les président français et malgache vont justement s'y voir le 26 juillet, pour la prochaine réunion de la COI à Moroni. "La question de la cogestion, nous sommes prêts à en discuter", assure-t-on au ministère des Affaires étrangères.

le 18/07/2014 à 08:50AFP

http://www.lalsace.fr/actualite/2014/07/18/la-france-et-madagascar-se-disputent-43-2-km2-paradisiaques

Le Républicain Lorrain

POLITIQUE

La France et Madagascar se disputent 43,2 km2 paradisiaques

Aujourd'hui à 08:50 par **AFP**

es îles Eparses, ces grains de corail dans l'océan Indien administrés par la France, riches en poissons et hydrocarbures, attisent des revendications territoriales de la part des pays voisins, Madagascar en tête.

Les Glorieuses, Juan de Nova, Bassas da India et Europa s'égrènent de l'extrême nord du canal du Mozambique jusqu'au sud, certaines à moins de 150 km des côtes malgaches. Tromelin est la seule à l'est de Madagascar.

De leurs 43,2 km2 de terres découle une zone économique exclusive (ZEE) de 636.000 km2, soit une bonne moitié de ce canal qui est aussi une route maritime importante.

Plusieurs études scientifiques estiment de 6 à 12 milliards de barils de pétrole et de 3 à 5 milliards de m3 de gaz les réserves au large du Mozambique. Le canal du Mozambique serait "une prochaine mer du Nord en puissance", selon un rapport de l'United States geological Survey (USGS) de 2010. Des campagnes de prospection sismiques sont en cours dans les blocs de Madagascar, du Mozambique, et dans la ZEE de Juan de Nova où relevés et carottages sont en cours d'évaluation. Des demandes sont en cours d'instruction pour la ZEE d'Europa.

Les périmètres de ces ZEE ont été déposés "selon les règles internationales", assure-t-on côté français, mais ils sont contestés côté malgache. "L'intérêt pour la France est de savoir s'il existe des gisements entre 1 500 et 2 000 m de profondeur qui pourraient donner lieu à une exploitation. Le Mozambique est déjà passé à la vitesse supérieure, en phase d'exploitation dans les blocs à proximité de ses côtes", explique Pascal Bolot, préfet des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), collectivité française qui gère depuis 2007 les îles Eparses, devenu son 5e district. "Le fait que l'on puisse y découvrir des ressources, c'est un point positif mais qui ne change pas la position de la France: nous sommes légitimes dans ces îles", souligne M. Bolot. "La souveraineté française sur ces îles est une question réglée", abonde le Quai d'Orsay.

C'est justement ce que conteste Madagascar depuis 1973. L'ancienne colonie française, indépendante depuis le 26 juin 1960, n'a pas digéré que le général de Gaulle ait signé un décret quelques semaines avant - le 1er avril - pour les détacher de la Grande île et les

rattacher au ministère des DOM-TOM. "C'est une violation du principe de respect de l'intégrité d'un territoire au moment de son accession à l'indépendance", fait valoir lors d'un colloque fin avril Harimanana Raniriharinosy, maitre de conférence en droit international à l'université d'Antananarivo.

Il s'appuie notamment sur deux résolutions de l'ONU de 1979 et 1980 "invitant" la France à ouvrir "sans tarder" des négociations pour une "réintégration" de ces îles "séparées arbitrairement de Madagascar". Ce sujet a violemment refait surface fin 2013 lors de la campagne pour l'élection présidentielle malgache, sur fond de résurgence du nationalisme. Une fois élu, le président Hery Rajaonarimampianina a infléchi son discours ne parlant plus de "revendications" mais de "négociations".

Au Quai d'Orsay, on fait valoir que "les différends sont gelés et que l'enceinte des discussions, c'est la Commission de l'Océan indien (COI)". Les président français et malgache vont justement s'y voir le 26 juillet, pour la prochaine réunion de la COI à Moroni. "La question de la cogestion, nous sommes prêts à en discuter", assure-t-on au ministère des Affaires étrangères.

AFP

http://www.republicain-lorrain.fr/actualite/2014/07/18/la-france-et-madagascar-se-disputent-43-2-km2-paradisiaques

LA LETTRE DE L'OCEAN INDIEN

18/07/2014

LA LETTRE DE L'OCEAN INDIEN **N°1384**

COMORES/FRANCE

Ultimes réglages avant la COI

A dix jours du sommet de la Commission de l'océan Indien, l'ordre du jour de cette réunion fait toujours débat. [218 mots] [5,2€]

CITÉS DANS CET ARTICLE : Commission de l'océan Indien | François Hollande

http://www.africaintelligence.fr/LOI/politique-pouvoirs/2014/07/18/ultimes-reglages-avant-la-coi,108031814-ART



Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI

Tags : photo · france · chez · monde ·

Photo: Mr Mouigni Abdou

chargé de la com au Mirex

4ème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI :

Le casse-tête de l'hébergement, résolu

Moroni, vendredi 18 juillet 2014 (HZK-Presse) – La commission d'organisation du sommet de la COI a poussé un ouf de soulagement après l'annonce du programme de la délégation française. Celle-ci ne restera que quelques heures dans la capitale comorienne, ce qui résout le problème lié au logement de cette dernière, véritable casse-tête pour

Voir la suite

http://www.centerblog.net/politique/248869-6032-sommet-des-chefs-etat-et-de-gouvernement-de-la-coi-

BIZweek
Economie | Business | Finance
EDITION 04 – SAMEDI 19 JUILLET 2014
L'HEBDOMADAIRE ÉLECTRONIQUE GRATUIT

TARUN GHULATI OUT





MONOPOLE DU MARCHÉ DE LA BIÈRE

L'AFFAIRE STAG - PHOENIX BEVERAGES LTD PAS CLOSE



SEMINAR

MY BREAKFAST WITH AN INNOVATIVE MIND



INVESTISSEMENTS

LA SBM LORGNERAIT LE VIETNAM

SOCIÉTÉ

APRÈS LA MORT, LA TISANE ?!

OPINION



JEAN PIERRE LENOIR

La République du Tangue avait été pour moi la façon de stigmatiser la lenteur avec laquelle les problèmes étaient réglés dans notre chère et paradisiaque République, lenteur extrême qui fait que les affaires en suspens sont... suspendues au bon vouloir de l'exécutif et du judiciaire pendant des années, pour ne pas dire des lustres*... pendant lesquels on patauge dans les contradictions et les enquêtes mal-ficelées, dans des interventions politico-occultes dignes de séries télévisées, ou encore dans une gabegie institutionnalisée dans laquelle plus personne ne sait qui fait quoi...

Tout cela me fait penser à notre chère expression créole ; « *Après la mort, la tisane* », qui dit bien ce qu'elle veut dire, à savoir qu'à force de laisser traîner les choses et les problèmes, on finira par les enterrer en grande pompe, en criant après coup au scandale de la disparition des choses concernées.

Le scandaleux commerce d'animaux qui prend de l'ampleur avec le temps qui passe en est l'illustration. Commençons par le trafic de chair de tortue dénoncé dans le journal la semaine dernière. Les tortues sont, un peu partout



dans le monde, l'emblème de la lutte pour les espèces protégées. On a appris, cette semaine, que des massacres de ce reptile marin sont perpétrés un peu partout sur notre littoral. Interrogé par le journaliste, le ministre de la Pêche « *s'est dit outré* » et déclaré qu'il « sera sur le qui-vive » et qu'il « *travaille en collaboration avec le ministre de l'environnement.* » Dans cette affaire comme dans beaucoup d'autres, on se demande où mèneront le qui-vive et la collaboration interministérielle...

A chaque scandale, c'est le public qui dénonce, alors que des ministères dignes de ce nom auraient dû être à la pointe de l'information pour tout ce qui touche à leurs ministères. Après la mort, la tisane...

On vend maintenant des chiens sur les trottoirs de Port-Louis, qui deviendront bientôt, peut-être, une succursale des éleveurs canins. Encore une fois, c'est le public qui a donné l'alarme à travers les journaux. Les marchands ambulants ont commencé de la même façon et on sait comment cette histoire n'en finit pas de... finir. Bientôt, qui sait, si ce commerce prend de l'ampleur et que les citoyens protestent, on verra un ministre grimper sur une estrade pour se mettre du côté des vendeurs illégaux de chiens, puisqu'on sait de façon certaine que jusqu'ici, la gent canine n'a pas le droit de vote…

A Rivière-Noire ce sont des oiseaux en cage qui font, depuis quelque temps, l'objet d'un commerce de rue. La semaine dernière, un de mes amis qui faisait une remarque, bien évidemment désobligeante, à l'un de ces vendeurs – de câteaux verts s'il vous plaît ! – s'est fait copieusement insulter par lui. Pour alimenter leur honteux trafic, certains complices des vendeurs s'introduisent dans des cours clôturées pour dénicher, dans les arbres, des oiseaux de cette variété. Personne, à part le public, ne semble au courant de cette affaire. Lorsque cette espèce aura un jour disparu, on criera encore une fois au scandale et on se mettra sur le qui-vive en compagnie d'un autre ministre. Après la mort, la tisane...

Ce pays est en train de glisser lentement mais sûrement vers la loi de la rue en ce qui concerne le fonctionnement de ses habitants, aussi bien sur le plan des scandales dénoncés plus haut que sur celui de l'anarchie, dans le domaine de la construction par exemple, et de l'enlaidissement progressif de notre île. Il sera bientôt trop tard pour agir. Vive la tisane après la mort !

** Lustres: le lustre (du latin lustrum) désignait l'espace de temps de cinq ans séparant deux recensements dans la Rome antique. De là, l'expression « Il y a des lustres ». A Maurice, c'est, à voir ce qui se passe, plusieurs lustres qui caractérisent l'inaction des gens concernés.*

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Neuf ans et 26 projets à 8 milliards de roupies

Après une absence de neuf ans, la Commission de l'océan Indien (COI) tiendra finalement son 4e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, le 26 juillet prochain, à Moroni, dans l'Union des Comores. Le Secrétaire général, Jean Claude de l'Estrac, a dressé le bilan 2005-2014, soit depuis le dernier Sommet. La COI n'est pas restée les bras croisés : huit milliards de roupies ont été consacrées à la concrétisation de 26 projets

H.L.-B

« *Cette rencontre marque un grand moment de la vie de la Commission de l'océan Indien.* » *Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, a annoncé, lors d'une conférence de presse, la tenue du prochain Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI à Moroni, dans l'Union des Comores. Ce 4e Sommet, qui se tiendra le 26 juillet prochain, intervient presque une décennie après le dernier, qui a eu lieu à Madagascar, en 2005. Pendant ce laps de temps, la COI a exécuté un total de 26 projets touchant une variété de secteurs, allant de l'économie au social en passant par l'environnement. 205 millions d'euros, soit 8 milliards de roupies – un financement obtenu de ses partenaires – y ont été injectés. « Ce montant est considérable pour une petite organisation comme la nôtre, même s'il faut chercher à faire davantage* », a lancé Jean Claude de l'Estrac.

Parmi les partenaires, l'Union européenne a été le principal financier, contribuant 156 millions d'euros. La coopération française, à travers l'Agence française de développement (AFD), arrive en seconde position, avec un total de 22,6 millions, tandis que la Banque africaine de développement (BAD) a accordé 8 millions d'euros. La Banque mondiale et les Nations unies sont également partie prenante de ce succès.

En ce qui concerne le prochain Sommet, le Secrétaire général a avancé que la connectivité aérienne, numérique et maritime sera à l'agenda. « *Nous sommes pauvrement connectés les unes aux autres. Une liaison quotidienne abordable entre nos îles n'existe pas ! C'est une question prioritaire que nous devons traiter* », a-t-il expliqué.

Enfin, Jean Claude de l'Estrac a annoncé que la COI prévoit une conférence sur l'économie bleue en octobre prochain.

clicanoo.re
Le Journal de l'île de la Réunion

POLITIQUE

Une journée et demie de visite pour François Hollande

- 23
- Clicanoo.re
- publié le 23 juillet 2014
- 07h10

À moins d'un changement de dernière heure en cas d'évènement international, le président de la République séjournera, en fin de cette semaine, plus précisément vendredi et samedi matin, à la Réunion, avant de s'envoler vers 12 heures, depuis Gillot, pour Moroni aux Comores où il assistera au sommet des chefs d'Etat de l'océan Indien.

en sait un peu plus sur la visite de François Hollande dans l'île grâce au programme qu'a remis récemment le service Communication de l'Elysée à la presse nationale, le même que la préfecture a transmis à la presse locale, hier après-midi. L'avion qui transporte le chef de l'Etat se posera vendredi à 7 heures du matin sur la piste de Pierrefonds à Saint-Pierre. Après les honneurs militaires et un accueil républicain, le président de la République prononcera quelques mots, avant de prendre, en voiture, la direction de Saint-Joseph où il est attendu à 8 heures à l'auditorium par le député-maire Progrès/PS Patrick Lebreton. Au menu : régionalisation de l'emploi et emploi local.

François Hollande tiendra un discours sur cette thématique. Puis, accueil populaire, façon socialisme rural, à proximité de la mairie, pose de la première pierre de la médiathèque et intervention publique vers 9h30. Aux environs de 10h30, départ en hélicoptère de Saint-Joseph en direction de Saint-André, chez Jean-Paul Virapoullé, qui l'accueillera, en compagnie des usiniers et des planteurs, à l'usine de Bois-Rouge pour discuter de la filière canne-sucre-rhum-bagasse en particulier et des enjeux de l'agriculture réunionnaise en général. Un discours du Président est prévu là aussi, après la visite de l'usine. François Hollande se rendra ensuite à Saint-Benoit, commune de son ami Jean-Claude Fruteau (Progrès/PS) où il saluera également le conseil municipal, signera le livre d'or dans lequel figure déjà la signature de François Mitterrand (1988). Un déjeuner républicain sera servi vers 13 heures à la sous-préfecture de Saint-Benoît.

A 15h15, le chef de l'Etat sera au Port, dans l'Ouest, pour la pose de la première pierre du chantier d'extension du grand port maritime, suivie de la présentation des enjeux du grand port et du dévoilement d'une plaque inaugurale. Après le Port, Saint-Denis vers 16h30, chez le socialiste des villes Gilbert Annette, qui sera entouré de ses élus parmi lesquels les deux députées Ericka Bareigts (1re circonscription)et Monique Orphé (6e circonscription). Suivront un dépôt de gerbe au monument aux morts, une rencontre avec les élus municipaux et avec les parlementaires de Saint-Denis en mairie, avant le discours du chef de l'Etat.

Attention, les rues proches de l'hôtel de ville seront fermées à la circulation ce vendredi après midi. Samedi matin, François Hollande sera de nouveau dans l'Est du département. A 10 heures, il visitera puis inaugurera la maison du Parc national installée à la Plaine-des-Palmistes. Au programme : dévoilement d'une plaque, remise de la médaille du parc et de la ville au président de la République et discours. Aux environs de 12 heures, son avion décolle de l'aéroport Roland-Garros à Saint-Denis pour les Comores.

Y.M.

http://www.clicanoo.re/430438-une-journee-et-demie-de-visite-pour-francois-hollande.html



CONFERENCE DE PRESSE organise au siège de la COI a Ebène Maurice

Journal de 19h30 le 17/07/2014

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Di sak na pou di

Lettre ouverte au Président et aux chefs d'États de la COI

mardi 22 juillet 2014

Monsieur le Président de la République Française et Messieurs les chefs d'Etats et de gouvernement des pays du Sud-Ouest de l'Océan Indien,
Excellences, Vous allez, lors du 4èmè Sommet de la COI, le 26 juillet, vous retrouver à Moroni, aux Comores, pour donner une nouvelle impulsion à l'organisation régionale que vos prédécesseurs ont eu l'heureuse initiative de lancer il y a plus de trente ans. C'est sur cette base d'une génération d'expérience et d'actions diverses que vous allez pouvoir vous appuyer en vue de faire franchir une nouvelle étape à l'organisation que vous présidez aujourd'hui. Pour le signifier à vous-mêmes et à l'opinion publique, la « Commission de l'Océan Indien » se transformera, selon vos vœux, en « Communauté de l'Océan Indien », en invoquant notre commune « indianocéanité », « socle et tremplin de notre devenir », pour reprendre une expression du Secrétaire général de la COI, M. Jean-Claude de l'Estrac..

Le passage à l'idée de « communauté » est le bienvenu, car le mot de communauté, cum-munus, évoque à la fois la mise en commun et ce qu'on exploite et partage ensemble. L'idée d'enraciner plus fortement la nouvelle communauté dans notre identité indianocéanique commune l'est doublement, car elle ramène le projet politique indianocéanien vers les citoyens et les peuples de la région, tout en lui donnant une épaisseur éthique et une profondeur historique.

Cette démarche est la bonne, car pour l'heure la COI est une institution intergouvernementale mal connue de nos populations. La construction de la « Communauté de l'Océan Indien » doit aller de pair avec le renforcement de sa légitimité démocratique. Il faut donc « éviter que le processus reste au niveau des seuls décideurs institutionnels, et mettre la population au centre du développement durable, en se recentrant sur l'identité de notre région indianocéanique », déclarait tout récemment le professeur Jeannot Ramiaramanana, de l'université d'Antananarivo (1). Mieux, il faut impérativement impliquer les populations de nos îles dans ce processus. « Un avenir à bâtir ensemble », est d'ailleurs le thème même de ce Sommet.

Pour que cet avenir à bâtir ensemble soit approprié par tous, il convient de mettre en œuvre des mesures concrètes Des propositions intéressantes ont été faites lors d'un Colloque organisé par la COI à l'Ile Maurice, en juin 2013, notamment : une télévision régionale de la COI ; des études indianocéaniques dès le Secondaire dans toutes nos îles ; des stages à nos ressortissants dans chacune de nos îles ; la co-création culturelle et des spectacles qui tournent, etc. etc. Mais toutes ces mesures risquent d'être inefficaces si parallèlement le caractère dissymétrique des relations entre les iles ne cesse de s'accentuer, si la réciprocité n'existe pas dans les accords, si tous les habitants de nos îles ne sont pas traités de la même manière.

C'est hélas notre situation actuelle ! Cette situation, vous la connaissez bien et elle ne va pas dans le sens de vos discours d'ouverture empreints d'humanisme et dans le sens des discours tenus actuellement sur notre « indianocéanité », « socle et tremplin de notre devenir ». Elle est surtout contraire à notre histoire indianocéanique et ses valeurs.

Citoyen de cette zone du Sud-Ouest de l'Océan-indien et attaché à cet espace riche d'une histoire, à la fois de détresse et de fertilité interculturelle, je me permets humblement de vous inviter à prendre les mesures concrètes qui s'imposent pour favoriser la libre circulation des personnes par le biais d'une citoyenneté indianocéanique (2) et impliquer nos populations dans la construction de cet « avenir à bâtir ensemble » : « une indianocéanie des peuples », pour reprendre une autre expression du Secrétaire général de la COI. Sans participation citoyenne, il n'y aura pas d'intégration régionale porteuse d'espoir.
Reynolds MICHEL

http://www.temoignages.re/lettre-ouverte-au-president-et-aux-chefs-d-etats-de-la-coi,79499.html

POLITIQUE

Hollande attendu de pied ferme à Moroni

- Réagir
- Clicanoo.re
- publié le 23 juillet 2014
- 02h30

Après la Réunion et avant Mayotte, François Hollande a rendez-vous à Moroni dans le cadre du quatrième sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien. On y parlera Indiaocéanie, pétrole mais aussi immigration clandestine et revendications territoriales.

Cet article fait partie de notre Édition abonnés, vous pouvez le consulter sur et dans l'édition du jour

Abonnez vous à partir de 0,49€

http://www.clicanoo.re/430423-hollande-attendu-de-pied-ferme-a-moroni.html

François Hollande à Mayotte et aux Comores ce weekend

LINFO.RE – créé le 22.07.2014 à 09h47 – mis à jour le 22.07.2014 à 10h58

François Hollande sera en visite dans la région Océan Indien à la fin de la semaine. Après un passage à la Réunion, il se rendra également aux Comores puis à Mayotte.

En marge de son passage dans la région **Océan Indien**qui commencera par une visite chargée à la Réunion,**François Hollande** s'envolera pour **Comores** et**Mayotte**.

Le président de la République va se rendre aux Comores pour assister au sommet des chefs des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien (COI). Avec le président des Comores, de **Madagascar** ainsi que les premiers ministres mauricien et seychellois, François Hollande évoquera les enjeux territoriaux et de reconnaissance ainsi que les coopérations régionales.

Après ce sommet à Moroni -Comores, il rejoindra le 101è département, samedi, tard dans la soirée. Et c'est le dimanche qu'il va inaugurer le nouvel amphidrome George Naouda. Par la suite, il se réunira avec les élus mahorais au CUFR de Dembéni, probablement pour discuter du nouveau pacte pour Mayotte, lancé par la ministre des Outre-mer, lors de sa visite en juin dernier.

Il déjeunera avec les militaires, à savoir le nouveau chef de corps, le lieutenant-colonel Christian Carrères et les jeunes du bataillon du service militaire adapté, comme le rapporte *le Journal de Mayotte*. Selon le Dr Mohamed Ahmed Abdou, il passera également au CHM de Mamoudzou pour inaugurer le nouveau pôle mère-enfant dans ce département où le taux de natalité n'est pas négligeable.

Le même jour, en fin d'après-midi, le président rencontrera la population locale à Dzaoudzi-Labattoir.

http://www.linfo.re/ocean-indien/mayotte/648090-francois-hollande-a-mayotte-et-aux-comores-ce-weekend

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

JEAN-CLAUDE DE L'ESTRAC, SG de la COI : « Un Sommet de la consolidation à Moroni »

ARTICLE PARU DANS LE MAURICIEN | 21 JUILLET, 2014 - 16:30

Le sommet de la Commission de l'océan Indien aura lieu à Moroni samedi prochain. Le Premier ministre, Navin Ramgoolam, fera à cette occasion le déplacement aux Comores où seront présents le président de la République française, François Hollande, le président des Comores, Ikililou Dhoinine, le président de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina, le président des Seychelles, James Michel ainsi que le représentant de la région Réunion, Didier Robert. La délégation de la COI quitte le pays demain. Le sommet sera précédé de la réunion des officiers de liaison, le 24 juillet et sera suivi de celle du conseil des ministres le 25 juillet. Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, nous en dit plus.

Pouvez-vous nous situer l'importance du sommet de Moroni ?

Ce sera le sommet de la consolidation. Entre le sommet d'Antananarivo il y a neuf ans et celui de Moroni cette semaine, de nouveaux axes stratégiques ont été développés. Nous disposons désormais d'un plan stratégique visant à mettre en œuvre ces stratégies. La connectivité aérienne et maritime ainsi que la connectivité numérique figurent parmi nos priorités. Le prochain sommet devrait permettre de donner une nouvelle impulsion politique et stratégique. Je voudrais insister sur le fait que l'instance décisionnelle de la COI est le conseil des ministres alors que le sommet a pour but de donner une orientation politique et stratégique à l'organisation.

Peut-on parler de coopération régionale ou d'intégration régionale au niveau de la COI ?

La Commission de l'océan Indien se concentre sur la coopération entre les îles de l'Indianocéanie et n'a pas de vocation de créer une zone de libre-échange et de travailler dans le sens de l'intégration régionale.

Quel bilan présenterez-vous à Moroni ?

Depuis le sommet d'Antananarivo, la COI s'est engagée dans 26 projets au coût de Rs 8 milliards. L'essentiel des investissements a été assuré par l'Union européenne. Le financement européen pour la période 2014 à 2015 est assuré. Nous avons également diversifié nos sources de financement en nous tournant entre autres vers la Chine, la Banque Africaine de Développement, la Banque mondiale.

Un changement d'appellation de la COI est-il d'actualité ?

Ce n'est pas une question nouvelle. C'est une question plus ancienne qu'on ne le croit. Dans le premier document préparé par un consultant nommé à l'époque par le gouvernement mauricien pour étudier la question, le Dr Pierre Yin, un engagé de la coopération régionale, un visionnaire, fait état de la Communauté de l'océan Indien. La question est débattue depuis 1982. Entre-temps, la COI s'est orientée vers une démarche technicienne de gestion de projets. Elle a pris depuis une certaine ampleur et la question d'appellation est revenue dans l'actualité. Cela ne veut pas dire qu'elle sera réglée lors du prochain sommet.

L'adhésion de nouveaux membres figure-t-elle à l'ordre du jour ?

Pas en tant que telle, la question de modification éventuelle des statuts de la COI est en discussion mais il n'y a pas de demande d'adhésion. Cette question doit passer par une première étape, celle de la modification des statuts. Est-ce qu'il faut prévoir un statut d'observateur ou de membres associés, et si oui pour faire quoi ? Dans quelles circonstances et dans quels critères ? Cela sera débattu par le conseil des ministres.

Comment se passe la campagne autour de votre candidature au poste de secrétaire général de l'Organisation de la Francophonie ?

La campagne se déroule de manière satisfaisante et a permis de projeter, si besoin était, l'image de Maurice dans la presse internationale, en particulier dans la presse africaine des pays francophones. Plusieurs journaux ont pris position et même au-delà de l'information pour soutenir la candidature mauricienne. La

dernière en date a été la position prise par *Prospective africaine*, qui est très largement diffusé. Le magazine publie une interview du candidat mauricien mais également appelle à voter pour lui dans son éditorial. *Hommes d'Afrique magazine* avait également fait la même chose en éditorial. Ce qui indique que cette candidature est très observée. J'ai été agréablement impressionné par cela ainsi que par la bonne image du pays, connu comme un pays démocratique, de croissance et qui attise la diversité culturelle et ethnique, enjeu majeur pour la francophonie, qui réussit son développement économique. Donc là où je passe j'entends des éloges appuyés sur les réalisations de Maurice. Le candidat a un parcours même s'il n'a pas été chef de gouvernement et a une expérience reconnue. Il y a d'autres considérations qui peuvent influencer ce choix. Le moment n'est pas encore venu. Une large part se joue sur le continent africain. C'est la raison pour laquelle je pars le 9 août pour une tournée africaine qui me mènera à Dakar, Abidjan, à Libreville, à Cotonou, à Kinshasa et Brazzaville.

Il y a une proposition qui m'a été faite de venir faire un exposé sur la vision du candidat au poste de secrétaire général à Pretoria où il y a une des plus grosses concentrations d'ambassadeurs africains francophones. Une rencontre est prévue au mois d'octobre.

Votre candidature se joue donc en Afrique ?

Il y a un gros poids politique évidemment. Il y a toujours eu pour les pays africains un souci d'essayer de se mettre d'accord sur un candidat de consensus. Plus on va se rapprocher des élections plus il y aura des négociations et des discussions pour voir s'il y a un candidat qui émerge et qui recueille le plus de suffrages. Pour l'instant ce n'est pas le cas puisqu'il y a trois candidats africains : celui du Burundi, Pierre Buyoya, celui du Congo Brazzaville, Henri Lopes et le candidat mauricien. Chacun fait sa campagne. À un moment donné les chefs d'État seront appelés à discuter entre eux et vont décider qui de leur point de vue est celui qui selon les critères qu'ils décideront sera plus à même de représenter l'Afrique dans cette course. Il y a une candidate canadienne, Michaëlle Jean. Le candidat africain se retrouvera probablement face à face avec elle.

Le Canada place le débat à un niveau plus large en demandant pourquoi pas un Canadien à la tête d'une organisation internationale…

Bien sûr la question peut être posée. Personne ne dit que le Canada n'a pas le droit de chercher à y accéder. D'ailleurs c'est la raison pour laquelle le Canada a proposé la candidature de Mme Jean. Elle fait campagne depuis un an à peu près. Elle est très présente en Afrique où elle est assez connue pour avoir été gouverneure générale du Canada. Tous les candidats ont leurs partisans et leurs détracteurs.

Est-ce que vous êtes satisfait d'avoir le soutien de Maurice ?

Le soutien du gouvernement est acquis. Le gouvernement est très focalisé à mobiliser un certain nombre de moyens.

La question sera-t-elle évoquée avec le président de la République française lors du sommet de la COI ?

Pas au sommet puisque la question ne figure pas à l'ordre du jour mais il y a aura des discussions bilatérales où d'autres questions dont la francophonie seront certainement évoquées.

LETTRE D'INFORMATION : « Prospective africaine » soutient de l'Estrac

La candidature de Maurice au Secrétariat général de la Francophonie continue de susciter l'attention de la presse internationale et africaine en particulier. Dernière illustration en date, l'éditorial de la lettre d'information *Prospective africaine* du mois de juillet diffusée à plus de 50 000 exemplaires en Afrique et en Europe.

La publication estime que Jean-Claude de l'Estrac, par *« sa grande culture, sa hauteur de vie – liée à sa solide expérience gouvernementale – et son dynamisme »*, est *« le candidat attendu par une Francophonie à la croisée des chemins »*. Et de soutenir que la Francophonie peut, avec la candidature mauricienne, *« rayonner en s'appuyant sur l'héritage remarquable d'Abdou Diouf »*.

Cet éditorial fait écho à celui de Samirat Ntiaze dans *Hommes d'Afrique magazine* qui, dans sa livraison du mois de juin, appelait les États d'Afrique à

soutenir la candidature de Jean-Claude de l'Estrac. Parce que *« l'île Maurice, selon tous les critères, est une réussite remarquable en Afrique »*, écrivait-elle, *« il est heureux qu'un Mauricien, Jean-Claude de l'Estrac, pose sa candidature au poste de Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie »*. Notant que *« le soutien de l'Afrique serait un atout majeur »*, Samirat Ntiaze conclut : *« Là encore, l'Afrique doit s'unir. »*

L'initiative mauricienne retient favorablement l'attention de nombreux médias francophones, en Afrique, en Europe mais aussi au Canada. Dans un article publié le 9 juillet intitulé *« Un front africain devant Michaëlle Jean ? »*, le quotidien canadien *Le Devoir* présente d'ailleurs Jean-Claude de l'Estrac comme *« un autre favori »* qui pourrait être *« le candidat du compromis entre la Canadienne Michaëlle Jean et le Burundais Pierre Buyoya »*.

Après le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien du 26 juillet prochain aux Comores, Jean-Claude de l'Estrac, actuel Secrétaire général de cette organisation, effectuera une tournée en Afrique de l'ouest et centrale à partir du 9 août. Il se rendra à Dakar, Abidjan, Cotonou, Libreville, Brazzaville et Kinshasa pour y rencontrer les autorités de ces pays francophones et obtenir leur adhésion à la candidature mauricienne.

http://www.lemauricien.com/article/jean-claude-l-estrac-sg-la-coi-sommet-la-consolidation-moroni

Propos recueillis par **Jean Marc Poché**

Jean-Claude de l'Estrac SG de la COI :

« Un Sommet de la consolidation à Moroni »

Le sommet de la Commission de l'océan Indien aura lieu à Moroni samedi prochain. Le Premier ministre, Navin Ramgoolam, fera à cette occasion le déplacement aux Comores où seront présents le président de la République française, François Hollande, le président des Comores, Ikililou Dhoinine, le président de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina, le président des Seychelles, James Michel ainsi que le représentant de la région Réunion, Didier Robert. La délégation de la COI quitte le pays demain. Le sommet sera précédé de la réunion des officiers de liaison, le 24 juillet et sera suivi de celle du conseil des ministres le 25 juillet. Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, nous en dit plus.

Pouvez-vous nous situer l'importance du sommet de Moroni ?

Ce sera le sommet de la consolidation. Entre le sommet d'Antananarivo il y a neuf ans et celui de Moroni cette semaine, de nouveaux axes stratégiques ont été développés. Nous disposons désormais d'un plan stratégique visant à mettre en œuvre ces stratégies. La connectivité aérienne et maritime ainsi que la connectivité numérique figurent parmi nos priorités. Le prochain sommet devrait permettre de donner une nouvelle impulsion politique et stratégique. Je voudrais insister sur le fait que l'instance décisionnelle de la COI est le conseil des ministres alors que le sommet a pour but de donner une orientation politique et stratégique à l'organisation.

Peut-on parler de coopération régionale ou d'intégration régionale au niveau de la COI ?

La Commission de l'océan Indien se concentre sur la coopération entre les îles de l'Indianocéanie et n'a pas de vocation de créer une zone de libre-échange et de travailler dans le sens de l'intégration régionale.

Quel bilan présenterez-vous à Moroni ?

Depuis le sommet d'Antananarivo, la COI s'est engagée dans 26 projets au coût de Rs 8 milliards. L'essentiel des investissements a été assuré par l'Union européenne. Le financement européen pour la période 2014 à 2015 est assuré. Nous avons également diversifié nos sources de financement en nous tournant entre autres vers la Chine, la Banque Africaine de Développement, la Banque mondiale.

Un changement d'appellation de la COI est-il d'actualité ?

Ce n'est pas une question nouvelle. C'est une question plus ancienne qu'on ne le croit. Dans le premier document préparé par un consultant nommé à l'époque par le gouvernement mauricien pour étudier la question, le Dr Pierre Yin, un engagé de la coopération régionale, un visionnaire, fait état de la Communauté de l'océan Indien. La question est débattue depuis 1982. Entre-temps, la COI s'est orientée vers une démarche technicienne de gestion de projets. Elle a pris depuis une certaine ampleur et la question d'appellation est revenue dans l'actualité. Cela ne veut pas dire qu'elle sera réglée lors du prochain sommet.

L'adhésion de nouveaux membres figure-t-elle à l'ordre du jour ?

Pas en tant que telle, la question de modification éventuelle des statuts de la COI est en discussion mais il n'y a pas de demande d'adhésion. Cette question doit passer par une première étape, celle de la modification des statuts. Est-ce qu'il faut prévoir un statut d'observateur ou de membres associés, et si oui pour faire quoi ? Dans quelles circonstances et dans quels critères ? Cela sera débattu par le conseil des ministres.

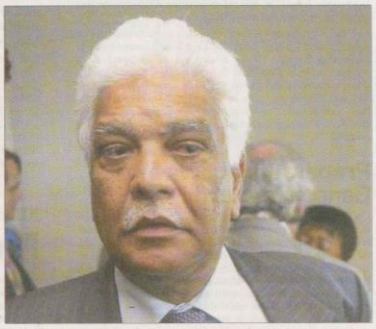
Comment se passe la campagne autour de votre candidature au poste de secrétaire général de l'Organisation de la Francophonie ?

La campagne se déroule de manière satisfaisante et a permis de projeter, si besoin était, l'image de Maurice dans la presse internationale, en particulier dans la presse africaine des pays francophones. Plusieurs journaux ont pris position et même au-delà de l'information pour soutenir la candidature mauricienne. La dernière en date a été la position prise par *Prospective africaine*, qui est très largement diffusé. Le magazine publie une interview du candidat mauricien mais également appelle à voter pour lui dans son éditorial. *Hommes d'Afrique magazine* avait également fait la même chose en éditorial. Ce qui indique que cette candidature est très observée. J'ai été agréablement impressionné par cela ainsi que par la bonne image du pays, connu comme un pays démocratique, de croissance et qui attise la diversité culturelle et ethnique, enjeu majeur pour la francophonie, qui réussit son développement économique. Donc là où je passe j'entends des éloges appuyés sur les réalisations de Maurice. Le candidat a un parcours même s'il n'a pas été chef de gouvernement et a une expérience reconnue. Il y a d'autres considérations qui peuvent influencer ce choix. Le moment n'est pas encore venu. Une large part se joue sur le continent africain. C'est la raison pour laquelle je pars le 9 août pour une tournée africaine qui me mènera à Dakar, Abidjan, à Libreville, à Cotonou, à Kinshasa et Brazzaville.

Il y a une proposition qui m'a été faite de venir faire un exposé sur la vision du candidat au poste de secrétaire général à Pretoria où il y a une des plus grosses concentrations d'ambassadeurs africains francophones. Une rencontre est prévue au mois d'octobre.

Votre candidature se joue donc en Afrique ?

Il y a un gros poids politique évidemment. Il y a toujours eu pour les pays africains un souci d'essayer de se mettre d'accord sur un candidat de consensus. Plus on va se rapprocher des élections plus il y aura des négociations et des discussions pour voir s'il y a un candidat qui émerge et qui recueille le plus de suffrages. Pour l'instant ce n'est pas le cas puisqu'il y a trois candidats africains : celui du Burundi, Pierre Buyoya, celui du Congo Brazzaville, Henri Lopes et le candidat mauricien. Chacun fait sa campagne. À un moment donné les chefs d'État seront appelés à discuter entre eux et vont décider qui de leur



point de vue est celui qui selon les critères qu'ils décideront sera plus à même de représenter l'Afrique dans cette course. Il y a une candidate canadienne, Michaëlle Jean. Le candidat africain se retrouvera probablement face à face avec elle.

Le Canada place le débat à un niveau plus large en demandant pourquoi pas un Canadien à la tête d'une organisation internationale...

Bien sûr la question peut être posée. Personne ne dit que le Canada n'a pas le droit de chercher à y accéder. D'ailleurs c'est la raison pour laquelle le Canada a proposé la candidature de Mme Jean. Elle fait campagne depuis un an à peu près. Elle est très présente en Afrique où elle est assez connue pour avoir été gouverneure générale du Canada. Tous les candidats ont leurs partisans et leurs détracteurs.

Est-ce que vous êtes satisfait d'avoir le soutien de Maurice ?

Le soutien du gouvernement est acquis. Le gouvernement est très focalisé à mobiliser un certain nombre de moyens.

La question sera-t-elle évoquée avec le président de la République française lors du sommet de la COI ?

Pas au sommet puisque la question ne figure pas à l'ordre du jour mais il y a aura des discussions bilatérales où d'autres questions dont la francophonie seront certainement évoquées.

FRANCOPHONIE | Lettre d'information

« Prospective africaine » soutient de l'Estrac

La candidature de Maurice au Secrétariat général de la Francophonie continue de susciter l'attention de la presse internationale et africaine en particulier. Dernière illustration en date, l'éditorial de la lettre d'information *Prospective africaine* du mois de juillet diffusée à plus de 50 000 exemplaires en Afrique et en Europe. La publication estime que Jean-Claude de l'Estrac, par « *sa grande culture, sa hauteur de vie – liée à sa solide expérience gouvernementale – et son dynamisme* », est « *le candidat attendu par une Francophonie à la croisée des chemins* ». Et de soutenir que la Francophonie peut, avec la candidature mauricienne, « *rayonner en s'appuyant sur l'héritage remarquable d'Abdou Diouf* ». Cet éditorial fait écho à celui de Samirat Ntiaze dans *Hommes d'Afrique magazine* qui, dans sa livraison du mois de juin, appelait les États d'Afrique à soutenir la candidature de Jean-Claude de l'Estrac. Parce que « *l'île Maurice, selon tous les critères, est une réussite remarquable en Afrique* », écrivait-elle, « *il est heureux qu'un Mauricien, Jean-Claude de l'Estrac, pose sa candidature au poste de Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie* ». Notant que « *le soutien de l'Afrique serait un atout majeur* », Samirat Ntiaze conclut : « *La encore, l'Afrique doit s'unir.* » L'initiative mauricienne retient favorablement l'attention de nombreux médias francophones, en Afrique, en Europe mais aussi au Canada. Dans un article publié le 9 juillet intitulé « *Un front africain devant Michaëlle Jean ?* », le quotidien canadien *Le Devoir* présente d'ailleurs Jean-Claude de l'Estrac comme « *un autre favori* » qui pourrait être « *le candidat du compromis entre la Canadienne Michaëlle Jean et le Burundais Pierre Buyoya* ». Après le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien du 26 juillet prochain aux Comores, Jean-Claude de l'Estrac, actuel Secrétaire général de cette organisation, effectuera une tournée en Afrique de l'ouest et centrale à partir du 9 août. Il se rendra à Dakar, Abidjan, Cotonou, Libreville, Brazzaville et Kinshasa pour y rencontrer les autorités de ces pays francophones et obtenir leur adhésion à la candidature mauricienne.

HZK Agence Comorienne de Presse
La Gazette des Comores
Quotidien Indépendant d'Information Générale

Le commandant de la Gendarmerie annonce une perturbation de la circulation durant les travaux

Le sommet de la Commission de l'Océan Indien débutera samedi prochain. Le commandant de la Gendarmerie Nationale annonce une perturbation générale de la circulation. La sécurité du sommet sera assurée par le Groupement de Sécurité des Hautes Personnalités, avec le soutien de l'Etat major entres autres.

Le 4e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien (COI) se tiendra à Moroni samedi prochain. Le commandant de la Gendarmerie Nationale annonce une perturbation générale de la circulation dans la capitale et de la route menant à l'aéroport internationale Moroni Prince Said Ibrahim. « Dès le début du sommet, nous aurons un grand souci au niveau de la circulation. Elle sera en général perturbée dans la capitale, du 25 au 27 Juillet », déclare le lieutenant-colonel Abdallah Rafik, commandant de la gendarmerie.

Durant ces trois jours, beaucoup de routes seront fermées, notamment la route allant de la Corniche à Beit Salam, la route menant au Palais du Peuple mais aussi la route reliant la place de l'Indépendance à la place de France. « Toutes les routes seront fermées en raison des activités qui débutent le 25 juillet. A Moroni, on ne pourra pas circuler ou stationner sur la route de Badjanani. Les véhicules contrevenants seront saisis par la gendarmerie», assure-t-il.

Les axes routiers menant de la route nationale aux villages de Bwenidi par Hahaya, Oussivo, Batsa et Ntsoudjini seront temporairement interdits. Du côté de l'aéroport, la circulation des véhicules légers et taxi/mini bus sera fortement perturbée les 25 et 26 Juillet. Les poids lourds ne pourront pas circuler aux alentours de l'aéroport, du matin au soir, pendant toute cette période. « Cet axe sera ouvert par filtrage. Seuls les intervenants aéroportuaires y auront accès », indique le lieutenant colonel Abdallah Rafick.

Au niveau de la sécurité du sommet, c'est le Groupement de Sécurité des Hautes Personnalités (GSHP), avec le soutien de la Gendarmerie Nationale, des Forces Comoriennes de Défense (FCD), de la Police Nationale, de la Garde Côte, des services de protection civile (COSEP), des Services de Santé Militaire et SECURICOM, avec la coordination de l'Etat major, qui en assureront le service. « Actuellement, nous avons pris toutes les dispositions concernant l'hébergement et le transport des délégations», affirme le patron de la gendarmerie.

Mohamed Youssouf

http://www.lagazettedescomores.com/spip.php?article3763

POLITIQUE

On pourrait parler pétrole

- Réagir
- Clicanoo.re
- publié le 23 juillet 2014
- 02h30

Les ressources naturelles enfouies au fond de l'océan dans le canal de Mozambique pourraient s'inviter au quatrième sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien à Moroni. Plusieurs études scientifiques estiment de 6 à 12 milliards de barils de pétrole et de 3 à 5 milliards de m3 de gaz les réserves au large du Mozambique. Le canal du (...)

Cet article fait partie de notre Édition abonnés, vous pouvez le consulter sur et dans l'édition du jour

http://www.clicanoo.re/430421-on-pourrait-parler-petrole.html

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Politique

PCR : Pour un Nouveau Pacte de Développement

Dans 48 heures, François Hollande à La Réunion

mercredi 23 juillet 2014, par Parti Communiste Réunionnais

Parti communiste réunionnais PCR , # Impasse du modèle , # A la Une de l'actu , # François Hollande

La Réunion : une situation économique et sociale d'une gravité exceptionnelle : plus de 40% de la population vit au dessous du seuil national de pauvreté ; près de 30% de la population active est au chômage. Quelles seraient les initiatives que prendrait le gouvernement si plus de 25 millions de Français vivaient sous le seuil de pauvreté et si la France comptait 10 millions de chômeurs ?

Faillite d'un modèle vieux de plus de 60 ans

Il ne s'agit pas de nier les progrès réalisés dans les domaines des équipements publics, de la santé, de l'éducation ou dans le secteur agroalimentaire ou de l'import substitution depuis des décennies. Mais ce qui domine, ce sont les déséquilibres économiques et sociaux.

Situation sociale "hors norme"

Une économie désarticulée : Un Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant de 17.700 euros, soit 40% inférieur au PIB français. 84,5% de la Valeur Ajoutée pour le secteur tertiaire, alors que les secteurs primaire et secondaire représentent d'un côté 1,5% et de l'autre 14% selon l'IEDOM en 2012.

Des inégalités sociales criantes : en 2008, selon les chiffres publiés par les services de l'Etat, les 20% les plus riches à La Réunion concentrent 47% des ressources ; les 20% les plus pauvres se partageant 7% du total des ressources ; le rapport inter-déciles des niveaux de vie est de 5,2 à La Réunion contre 3,3 en en France métropolitaine ; sur une population de 830.000 personnes en 2010, 343.000 personnes vivent sous le seuil national de

pauvreté, 150.000 foyers regroupant 240.000 personnes dépendent de minima sociaux ; entre 22 000 et 27 000 ménages en attente d'un logement social ; la situation sociale à La Réunion est jugée « hors norme » par l'INSEE. 65% du personnel travaillant dans les collectivités locales, notamment dans les communes, ne peuvent être titularisés, compte tenu du coût de la sur rémunération. Globalement, les majorations de rémunération dans la fonction publique d'Etat, et hospitalière représentent un coût annuel à La Réunion estimé à plus de 500 millions d'euros. Malgré la scolarité obligatoire, La Réunion compte, 67 ans après la départementalisation, 110.000 illettrés pour 840 000 habitants.

Sur-rémunération et grande pauvreté

La situation que nous connaissons aujourd'hui est bien le résultat de la poursuite de l'application mécanique de la politique d'intégration économique en vigueur depuis 1946, date du classement des « 4 vieilles colonies » en Département. Pourquoi une telle appréciation de la situation ?
D'une part, le gouvernement a pris, dès 1947, au nom du coût de la vie à La Réunion, d'étendre à toute la fonction publique d'Etat, le statut colonial existant notamment la sur-rémunération. Il était prévisible et logique que certains services s'engagent dans cette même voie bénéficiant de sur-rémunérations de l'ordre de 30, 40, 50 ou 73% de plus qu'en France continentale.

Dans le même temps, et par les mêmes gouvernements, l'égalité sociale a été refusée au secteur privé pendant 50 ans. Cette formation officielle de cette inégalité institutionnalisée d'une part, et la sous-estimation de la transition démographique naturelle qui, sur un siècle, va voir la population réunionnaise passer de 240.000 habitants en 1946 à un million à l'horizon 2025 d'autre part, sont à la base de la crise structurelle sur tous les plans, qui frappe La Réunion aujourd'hui.

La France encore une métropole : 52% des importations

Certes, des lois d'adaptations ont été régulièrement votées et mises en œuvre notamment sur le plan économique. Force est de constater que malgré leurs mérites, elles n'ont pas permis d'effacer toutes les séquelles du modèle colonial de l'économie de comptoir et du colbertisme : 72 % de nos échanges proviennent de l'Europe à plus de 10.000 km dont 52% de France ; le taux de couverture des importations par les exportations est extrêmement faible : 6%.

Le système de « l'exclusive post coloniale », caractérisé par la dépendance vis-à-vis des monopoles d'importation, n'a pas permis à l'économie réunionnaise

de trouver les voies d'une insertion dans son environnement géoéconomique. La croissance de notre économie n'a pas été suffisamment « endogène » pour générer des créations de richesses et d'emplois à la hauteur des besoins. Parallèlement, sur le plan social, le recours à différentes formules « d'emplois aidés », mis en œuvre par tous les gouvernements successifs, a également été impuissant à régler ce problème de chômage massif.

Aujourd'hui, le contexte de la diminution de la commande publique et de la baisse du rythme de progression des transferts publics a provoqué un fort ralentissement de l'activité économique. Le sentiment qu'il n y a plus de solutions dans le cadre actuel, que nous allons dans le mur si rien ne change, est de plus en plus partagé par les différents acteurs.

10.000 personnes de plus par an

On ne peut accepter le scénario programmé d'une société dont plus du tiers de la population – et déjà 60% des jeunes - sont condamnés au chômage. Telle est la réalité de notre situation et il faut en prendre la pleine mesure. Car il faut bien être conscient que la situation ne peut que s'aggraver.

Le premier facteur qui va jouer est celui de la poursuite de la transition démographique : La Réunion voit sa population augmenter de près de 10.000 personnes chaque année.
De 840.000 en 2013, la population réunionnaise se stabilisera à près d'un million en 2025. Durant cette période, tous les besoins vont augmenter, dans tous les secteurs.

Nos perspectives

En plus de cela et dans l'immédiat, La Réunion est confrontée à des échéances qui vont avoir un impact direct sur la vie économique et sociale. En juillet 2014, c'est l'expiration du régime actuel de l'octroi de mer. Quelle va être l'économie générale du futur dispositif ? Quels seront les arbitrages entre les intérêts contradictoires des collectivités locales, des consommateurs et de la production locale ?

Sur le plan de l'environnement géo - économique, La Réunion va être confrontée à l'impact des APE, (accords de partenariat économique), libéralisant les échanges entre l'Union européenne - dont nous sommes partie intégrante - et des pays de notre environnement : quelles sont les dispositions prises par le gouvernement pour qu'il soit tenu compte de notre situation ?

La Réunion va être confrontée à une échéance décisive en 2017, année de la fin des quotas sucriers. Comment préparer les planteurs à ce choc de

compétitivité qui va livrer leur production à la concurrence du marché mondial ? Enfin, comment trouver des solutions au surendettement de milliers de TPE/PME réunionnaises, qui doivent verser au titre des cotisations sociales et charges fiscales un milliard deux cents millions d'euros ?

Pour un nouveau Pacte de Développement

La Réunion ne manque pas d'atouts. Mais il faut agir maintenant. Car c'est maintenant que se joue le sort de la génération à venir. Dans une génération, à l'horizon 2040, notre environnement géoéconomique sera totalement transformé. Les grandes puissances émergentes, l'Inde, la Chine… vont poursuivre leur développement s'appuyant sur leur puissance démographique. Et plus près de nous, l'Afrique du Sud et les pays de la côte orientale d'Afrique comme le Mozambique, la Tanzanie, le Kenya etc., connaissent également une forte progression démographique et une croissance économique remarquable.

Un pays émergent à 800 kilomètres

La Réunion et ses voisins des îles de l'océan indien se trouvent sur cet axe d'échanges émergeant entre l'Asie et l'Afrique. Madagascar passera de 24 millions d'habitants aujourd'hui à plus de 55 millions d'habitants en 2050. Avec Maurice, les Seychelles les Comores, La Réunion peut ainsi participer à un espace francophone de près de 60 millions d'habitants. C'est une nouvelle frontière pour notre développement qui se dessine. Tout dépendra de l'orientation qui sera prise par Madagascar. Va-t-elle faire le choix de conforter son héritage ou faire un autre choix ?
L'enjeu est capital pour La Réunion. Est-on conscient à Paris de cet enjeu historique ?

C'est dans cette perspective que nous plaidons depuis plusieurs années pour l'émergence d'une véritable université de l'océan indien, commune aux îles de la COI (Commission de l'océan indien).

La lutte contre le changement climatique

Le brassage des jeunesses de nos îles est une contribution au développement de nouvelles relations entre elles, fondées sur le principe du co-développement. Un co-développement qui permettrait à La Réunion de valoriser ses atouts dans les domaines de la santé, de la recherche en matière agricole, de ses richesses maritimes et de la pêche, de l'agriculture, des énergies renouvelables, de l'adaptation aux changements climatiques. Sur ce plan, la conférence de Paris sur le Climat en 2015 représente une opportunité pour les territoires ultramarins. La Réunion pourrait-elle initier un projet

exemplaire en concertation avec les îles de la Commission de l'océan Indien : Madagascar, Maurice, les Comores, les Seychelles ?

Les objectifs stratégiques d'autonomie énergétique pour nos îles et de l'autonomie alimentaire, dans une stratégie de co-développement régional, ouvrent pour La Réunion des potentialités de développement considérables, sources de créations de richesses et d'emplois. Ils fondent les bases d'une économie de proximité répondant aux exigences du développement durable et de la cohésion sociale. C'est en ayant à l'esprit ces perspectives que nous devons concevoir et élaborer les outils juridiques, financiers et de la fiscalité pour permettre à La Réunion de s'insérer dans son environnement naturel. C'est cela qui constituera les fondements d'un nouveau pacte de développement.

En 2015, Paris va présider le Sommet Mondial sur le climat. Comment ne voit-il pas une contradiction flagrante entre cet événement et l'autorisation qu'il accorde à la réalisation d'une route en mer qui est un crime écologique ?

http://www.temoignages.re/pcr-pour-un-nouveau-pacte-de-developpement,79509.html

TRIBUNE

Comores, territoire occupé

- 1
- Clicanoo.re
- publié le 22 juillet 2014
- 16h41

A l'occasion de la venue ce 26 juillet 2014 à Moroni du président François Hollande pour le 4ème sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien (COI), Soeuf Elbadawi, auteur et artiste comorien, souhaite partager cette réflexion. La France, devenue incontournable dans cette zone indianocéane, occupe, encore illégalement, aux yeux du droit international, une partie du territoire des Comores, l'un de ses partenaires obligés au sein de la COI. Il est dit, proclamé, affiché, dans les officines autorisées, qu'aucune issue hors de la France n'est possible pour nous, petits confettis de l'empire. A force, nous nous sommes habitués à ce principe d'une impasse arpentée dans un état de demi--
sommeil. L'impasse de la soumission souveraine. Il n'est même plus question d'espérer un changement dans nos imaginaires. Nous sommes devenus quasi amorphes, en matière de perspectives. Comme une chape de plomb, la raison du plus fort est parvenue à réduire les habitants de cet espace géographique, auquel j'appartiens, à rien. Comme un rien ou comme une chose morte, le pays a fini par se confondre avec le nom que cette même France nous a bricolé dans l'histoire. Les élites comoriennes, la peur au ventre, se sont rangées de la bataille, à force. Est chimérique désormais celui qui pense à l'intégrité retrouvée de ce pays. Ce que veut la France dans l'océan indien, nous le savons. Ce que souhaitent les Comoriens, nous sommes très peu nombreux à le défendre, aux endroits où l'éthique de la relation entre les peuples l'exige. Nos hommes politiques paraissent fabriqués de toutes pièces pour cogérer une crise de dépendance, dont les contours sont tracés depuis le lointain, avec des limites territoriales bien déterminées, et une tragédie Balladur1, sans égal dans l'histoire, venant clore tout débat. Fini le temps, où l'on pouvait nommer l'indécence de nos actes de collaboration avec une nation, qui, quarante années durant, n'a fait que se bâtir une image de puissance oppressante dans l'intimité de nos cases. Rares sont ceux qui nomment les racines perverses de cette relation, prolongeant le feuilleton colonial. La conscience populaire raconte qu'un jour, deux pêcheurs comoriens, s'en allant dans leur pays, entre Anjouan et Mayotte, se sont laissé arraisonner par un bateau de la police française aux frontières. L'équipage de ce dernier leur fit comprendre, de manière maladroite, sans doute, mais en bon français, qu'ils naviguaient en « territoire occupé ». Les deux pêcheurs rebroussèrent alors chemin, mais au bout d'un moment, le plus vieux, qui ne parlait pas le français, redemanda au plus jeune, qui, lui, avait saisi le propos des policiers : « Ce mot étrange, « occupé », est--
il dans le droit des hommes ? Et les poissons, qui vivent dans ces eaux, est--
ce qu'ils sont au courant ? » Si j'avais quelque chose à demander au président français, puisque ce n'est pas au mien à qui je dois m'adresser, désormais, c'est de mettre fin, sans discussion, à l'absurdité de la non--
circulation de mes concitoyens entre ces îles. C'est une honte que de rendre clandestin le Comorien en son pays. Une honte française. Et que l'on ne me
parle pas du pain français volé au cousin mahorais ! Les lois françaises sont assez efficaces pour éviter des tas de malentendus, dont celui--
là. Et je n'ai pas besoin de refaire un cours d'histoire ici pour que l'on comprenne. Nous sommes en 2014, et non en 1974 ! Les Etats de la COI, aujourd'hui, à Moroni sont devant un phénomène de fait accompli. Il fut un temps, cependant, où nous cultivions une solidarité de voisinage. Ce qui m'autorise ici à redemander à nos cousins malgaches, seychellois, réunionnais et mauriciens. Est--
il normal que l'on devienne clandestin en sa propre terre ? Le commun de nos destins pliés ou repliés, y compris celui

de la France dans ces eaux indianocéanes, ne peut se transcender sans une réponse définitive à cette question. Il y aurait un mensonge à croire qu'une nation européenne trouve sa place en nos instances régionales, en continuant d'occ uper un territoire, d'humilier un peuple, et de contribuer à la mort de milliers de personnes, en leur pays. Je n'ai rien d e vindicatif, ni de militant dans mon propos, je veux juste dire ce qui est. L'humanité vaincue en nous...

Soeuf Elbadawi Auteur et artiste
http://www.clicanoo.re/430386-comores-territoire-occupe.html

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

SUIVEZ EN DIRECT DÈS VENDREDI MATIN LA VISITE PRÉSIDENTIELLE SUR IMAZ PRESS RÉUNION

Programme chargé pour François Hollande

François Hollande est attendu à La Réunion ce vendredi 25 juillet 2014 pour un passage éclair d'une journée et demie. Pour sa première visite présidentielle dans l'île, un marathon attend le chef de l'Etat : rencontre autour de l'emploi local et pose de la première pierre de la médiathèque à Saint-Joseph, visite de l'usine de Bois-Rouge à Saint-André, pose de la première pierre du chantier du grand port maritime dans l'Ouest, rencontre avec les élus locaux à Saint-Denis, inauguration de la maison du Parc national à la Plaine-des-Palmistes... Le président de la République devrait atterrir vendredi à 7 heures du matin à Pierrefonds et repartir samedi à 12 heures depuis l'aéroport de Gillot pour assister au sommet de la commission de l'océan Indien aux Comores. Tous ces événements seront à suivre en direct sur notre site internet. (photo archives)

Posté par IPR il y a 6 heures



Visite présidentielle oblige, c'est un programme millimétré qui attend François Hollande pour sa première venue à La Réunion en tant que chef de l'Etat. Le président de la République devrait atterrir ce vendredi à 7 heures du matin à l'aéroport de Pierrefonds où l'attendent les traditionnels honneurs militaires et l'accueil républicain.

A 8 heures du matin, François Hollande est attendu à l'auditorium de Saint-Joseph pour le premier temps fort de sa visite. Le président devrait s'exprimer au sujet de la régionalisation de l'emploi, 7 mois après la remise d'un rapport par Patrick Lebreton, maire de la commune. Toujours à Saint-Joseph, le président doit également poser la première pierre de la future médiathèque de la ville.

Deuxième moment marquant de la visite : François Hollande se rendra à 11h30 pour visiter l'usine sucrière de Bois-Rouge. Une allocution du président est vivement attendue par les planteurs, alors que l'avenir de la filière canne s'écrit en pointillés avec la fin du quota et du prix garanti en 2017. Une petite pause attend ensuite le chef de l'Etat chez son ami Jean-Claude Fruteau à Saint-Benoît pour un apéritif à la mairie, suivi d'un déjeuner républicain à la sous-préfecture de la commune.

A 15h15, François Hollande sera dans l'enceinte du Port-Est pour poser la première pierre du chantier d'extension du grand port maritime. Les enjeux de cet immense chantier seront présentés au président de la République qui s'exprimera à ce sujet.

La journée marathon de vendredi se concluera à Saint-Denis où le président de la République doit faire à 16h30 un dépôt de gerbe au monument aux morts. François Hollande rencontrera ensuite les élus de La Réunion dans la salle du conseil de l'ancien hôtel de ville du chef-lieu.

Samedi, c'est à la Plaine-des-Palmistes que le chef de l'Etat est attendu. A 10 heures, François Hollande inaugurera la maison du Parc national où un nouveau discours du président est prévu. Il prendra ensuite la direction de l'aéroport Roland Garros, où son vol pour les Comores - et le sommet de la commission de l'océan Indien - doit décoller à 12 heures.

www.ipreunion.com

http://ipreunion.com/photo-du-jour/reportage/2014/07/23/le-president-de-la-republique-est-attendu-ce-vendredi-programme-charge-pour-francois-hollande,26450.html

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Sommet de la Coi : un forum de la jeunesse de l'Océan indien à Moroni

Le Forum de la jeunesse de l'Océan indien sur l'entrepreneriat et la participation des jeunes aux instances de décisions a été organisé hier, mardi 22 juillet à l'hôtel Retaj-Moroni. Cette assise, qui se tient en marge des travaux du sommet des chefs d'Etat et gouvernement de la Coi, a enregistré la participation d'environ dix associations comoriennes, représentées chacune par deux membres.

Des membres exécutifs du Synergie jeunes Comores, de représentants d'Opl ainsi qu'un représentant de l'Unfpa ont été présents à la cérémonie d'ouverture du colloque.

Saïd Choukrane, président de Synergie jeunes Comores, a, d'emblée, parlé de ce qui a occasionné ce forum ainsi que son importance pour les jeunes. «*Cet événement constitue l'aboutissement d'un travail collectif considérable, entrepris quand notre pays fut choisi pour accueillir le quatrième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan indien(Coi)*», a-t-il déclaré.

Le thème du forum a été axé sur l'entreprenariat et la participation des jeunes aux prises des décisions en analysant les forces, les faiblesses, les solutions et les opportunités. Un rassemblement pareil ne pourrait passer outre la question du chômage des jeunes qui affecte la jeunesse de la sous-région. «*Selon le Bureau international du travail(Oit), sur les 180 millions de chômeurs dans le monde, 88 millions auraient entre 16 et 24 ans. Et on estime à 425 millions, le nombre de jeunes femmes et hommes qui intégreront le marché du travail entre 2016 et 2030*», a souligné le président de Synergie jeunes Comores, sollicitant la mise en place des conditions pour la création d'un milliard d'emplois pour absorber la demande galopante de travail d'ici 2030.

Selon le représentant de l'Unfpa, cette montée en flèche des chômages de 16 à 24 ans a, d'ailleurs, poussé le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, à faire de l'autonomisation des femmes et des jeunes une des priorités de son second mandat. Sur ce, restant convaincu qu'avec une population jeune un pays peut récolter un bonus démographique en termes de productivité et de croissance économique, «*l'exécutif de l'Unfpa a toujours inscrit son action dans le monde et aux Comores plus précisément, en prenant en compte les besoins des jeunes et des femmes comme thématiques transversales récurrentes*», a précisé le représentant de l'Unfpa.

Aux yeux de certains membres des associations présentes, les faiblesses dues à l'inexistence d'une culture de l'entreprenariat et à l'obtention des crédits bancaires dans l'Océan indien, surtout aux Comores. «*Ça laisse dire que l'Etat comorien n'a pas encore pensé à une politique pour l'entreprenariat des jeunes. On remarque facilement l'inactivité des jeunes due au manque d'encadrement*», a fait remarquer Ali Ahmed Mahamoud, président du comité d'organisation de ce forum.

A la fin de ce forum, le comité de rédaction a restitué un rapport des recommandations pour le remettre à l'Opl. Ce dernier servira d'écho pour les jeunes durant le sommet du 26 juillet.

Nazir Nazi
(stagiaire)



Forum des jeunes

Administration

Des recommandations non suivies à Ndzuani

L'exécutif de l'île a visiblement du mal à mettre en pratique les recommandations du consultant et formateur de l'Ecole nationale d'administration de France, Damien Lebas, qui a dispensé l'année dernière une série de cours sur le management des services administratifs aux cadres de l'administration de l'île de Ndzuani. Il n'aurait jusqu'ici mis à exécution aucune desdites recommandations, alors qu'il fera bientôt un an depuis que la fameuse formation a été organisée au profit des membres du Conseil des commissaires, des secrétaires généraux des commissariats ainsi que les directeurs des services administratifs de l'île.

Lors d'un séjour la semaine dernière dans l'île, l'expert de l'Ena a exprimé sa profonde déception devant certaines personnes. «*Damien est venu, en effet, constater qu'aucune des recommandations visant à améliorer le fonctionnement de notre administration, qu'il avait émises et que l'on avait tous jugées pertinentes, n'a été traduite en acte concret. Il a été bien évidemment très déçu. Et le suivi n'a pas été fait faute d'argent*», témoigne en coulisse un directeur de service.

Interrogé sur le même sujet, un des responsables de la communication au gouvernorat de l'île a juste dit que c'est «possible».

Rappelons que plus d'une centaine de cadres de l'administration publique de l'île de Ndzuani ont suivi une formation en management l'année dernière. Entre autres volets de formation, le «*management humaniste et positif*», *l'autodiagnostic du manager et de son équipe*», les «*stratégies managériales*» ou encore «*comment construire une décision efficace ?*».

L'expert avait par la suite effectué une mission de suivi et d'évaluation du fonctionnement de l'administration de l'île, pour détecter ses principales failles. C'est le gouverneur Anissi Chamsidine, de passage à l'Ena l'an dernier dernier, qui avait sollicité les services de cet expert. Rappelons qu'à l'Ena, le gouverneur Anissi avait suivi une formation d'un mois sur «*la gouvernance territoriale et le développement local*».

SM

Journée internationale Nelson Mandela: la propreté avant tout

La Journée internationale Nelson Mandela a été célébrée hier, mardi 22 juillet à la place de l'Indépendance à Moroni, par le ministère des Relations extérieures (Mirex), en partenariat avec l'ambassade d'Afrique du sud en Union des Comores. Cette cérémonie devait être célébrée le 18 juillet dernier, mais a été ajournée pour des raisons de calendrier, selon l'ambassadeur Bacar Salim du Mirex. L'évènement a été honoré de la présence de plusieurs hautes personnalités, notamment le président de l'Union des Comores, celui du Conseil de l'île de Ngazidja, l'ambassadeur de la République de Tanzanie, du Soudan, et celui de la République populaire de Chine, entre autres.

Célébrée dans presque tous les pays du monde, la Journée internationale Nelson Mandela l'a été aux Comores sous le thème de «La proprété avant tout». C'est ainsi qu'Abdourahim Said Bacar, président de la Commission nationale d'organisation du sommet de la Commission de l'Océan indien (Coi), a indiqué que «*ce thème a été choisi pour accompagner les efforts de la jeunesse quant à la proprété de la capitale, en particulier dans cette période de l'accueil du IVème sommet de la Coi*».

Pour l'ambassadeur de la République d'Afrique du sud aux Comores, il a souligné le combat de Nelson Mandela pour la démocratie et la liberté de tout un chacun, d'une part, et son combat pour le respect des droits des peuples de l'humanité tout entière, d'autre part. «*Ainsi, nous blamons les massacres et les tueries commis à Gaza par l'armée isralienne*», disait Ghulam Hoosein Asmal en guise de soutien aux droits des palestiniens. Le diplomate sud-africain a aussi exprimé son soutien à l'Etat comorien pour le retour de l'île comorienne de Mayotte dans son giron naturel.

Le ministre des Relatons extérieures, El-Anrif Said Hassane, a fait un bref historique de cette journée décrétée par les Nations-Unies. Le patron de la diplomatie comorienne a fait savoir que, de son vivant, Nelson Mandela a insisté pour que cette journée soit une journée d'action et non de discours politique. C'est la raison pour laquelle, disait



Une vue des participants à la journée

le ministre des Relations extérieures, aux Comores la journée a été célébrée sous le thème de la propreté. A cet effet, le président de l'Union des Comores, accompagné des invités et de toute l'assistance, a lancé officiellement, par quelques coups de balai à la place de l'indépendance, l'action de la ville propre.

Pour rappel, la Journée internationale Nelson Mandela, connue sous son nom anglais «Mandela day»,a été instituée par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 64/13 de novembre 2009 pour faire honneur à la contribution apportée par l'ancien président sud-africain à la culture de la paix et de la liberté.Ainsi, le 18 juillet, jour de la naissance du prix Nobel de la paix 1993, a été retenu pour cet événement. A cet effet,le 18 juillet de chaque année, l'Organisation des Nations-unies se joint à la Fondation Nelson Mandela pour exhorter le monde à consacrer 67 minutes de son temps à aider et servir les autres, à faire une action pour le bien public, en souvenir des 67 années de militantisme de l'ancien leader Sud-africain. Selon un communiqué des Nations-Unies, la célébration de cette journée a pour objectif de mobiliser les Etats membres et les citoyens du monde entier à s'approprier les valeurs que Nelson Mandela a incarnées dans la société sud-africaine et le monde actuel, à savoir : le courage, l'esprit du dialogue, le sens de la justice, l'acceptation et le respect des autres qui sont des valeurs de base pour la paix dans le monde.

Nassila Ben Ali

LE PREMIER JOURNAL DES COMORES. 30e année. N°2478 du mercredi 23 juillet 2014. Directeur de la publication : Mohamed Abdou Soimadou

Journée internationale Nelson Mandela sous le signe du IVe Sommet de la Coi

***La Journée internationale Nelson Mandela a été célébrée hier**, mardi 22 juillet à la place de l'Indépendance à Moroni, par le ministère des Relations extérieures (Mirex), en partenariat avec l'ambassade d'Afrique du sud en Union des Comores. L'évènement a été honoré de la présence de plusieurs hautes personnalités, notamment le président de l'Union des Comores, celui du Conseil de l'île de Ngazidja, l'ambassadeur de la République de Tanzanie, du Soudan, et celui de la République populaire de Chine, entre autres.*

Lire page 3

